



Universiteit  
Leiden  
The Netherlands

**Appropriation foncière, migrations agricoles et conflits armés en pays  
Dogon (Mali)**  
Poudiougou, I.

**Citation**

Poudiougou, I. (2023, October 12). *Appropriation foncière, migrations agricoles et conflits armés en pays Dogon (Mali)*. Retrieved from <https://hdl.handle.net/1887/3643682>

Version: Publisher's Version

License: [Licence agreement concerning inclusion of doctoral thesis in the Institutional Repository of the University of Leiden](#)

Downloaded from: <https://hdl.handle.net/1887/3643682>

**Note:** To cite this publication please use the final published version (if applicable).

## 10 Protéger la confrérie, autodéfendre la communauté, Dan Nan Ambassagou entre 2016 et 2020

*« Monsieur le chef d'état-major général. J'ai été attaqué par les djihadistes entre Dondé et Ségué. Les djihadistes ont tiré sur moi. Je suis vraiment touché et je vais mourir, je le sais. Je confie ma famille à vous. L'indemnité que je recevais, 150.000 Franc par mois, vous donnerez ça à mes femmes. À mes frères, occupez-vous de ma famille. Je suis mort pour le pays. Surtout pour les Dogons, les Dafings, les Bobos et les Bambaras, tous les noirs. Mes parents chasseurs, vengez-vous. Rentrez dans les villages peuls, tués tout le monde. C'est eux les complices et c'est eux qui m'ont tué. Je me confie à vous, ma famille est à vous. Je suis mort pour la nation. Je suis mort pour la nation. Mon jeune frère Timothé, je te confie ma famille. Je te confie ma famille. »* Théodore Somboro, chasseur dogon

La mobilisation armée s'est organisée autour de la confrérie des chasseurs traditionnels donsow en s'appuyant sur un ensemble de phénomènes dérivant d'une insécurité devenue chronique et son corolaire d'assassinats ciblés, d'enlèvements, d'intimidations et d'interférences dans la vie de tous les jours des populations de la région centrale du Mali. La situation décrite dans les premières de ce chapitre a conduit à l'émergence de ce qui est devenu le Mouvement d'autodéfense Dan Nan Ambassagou en pays Dogon. Les paragraphes suivants proposent un regard rétrospectif de la mise en place de cette organisation armée qui se réclame de l'autodéfense en trois principales phases : *les brigades de vigilance, le Mouvement d'autodéfense et enfin les groupes d'autodéfense.*

Cette division que je propose de l'évolution de la mobilisation armée de type autodéfense en pays Dogon est avant tout une manière de lire l'histoire récente de la mobilisation armée de manière schématique. Elle se base sur les modes d'organisation de la violence et de son déploiement qui a prévalu de 2016 à nos jours. Si cela aide à la compréhension de la trajectoire de la mobilisation armée, elle n'implique l'absence d'imbrication de deux modes opérationnels durant la même période dans certaines zones. Ce qui est en avant c'est la tendance générale ayant prévalu dans l'ensemble du pays Dogon. Ces modes opératoires peuvent coexister ou s'alterner selon les contingences comme le degré de violence, les opportunités politiques nationales et internationale, l'ancrage social. Ainsi l'articulation de ces trois modes d'organisation est la règle et non l'exception dans chez les combattants dans.

## 10.1 Des brigades de vigilance au mouvement d'auto-défense (2015-2017)

Les premières brigades de vigilance se sont mises en place à partir de 2015 dans différentes localités du pays Dogon lorsque des attaques, attribuées aux groupes djihadistes, ont commencé à cibler certains villages comme Kiri ou Omo<sup>147</sup> où étaient positionnés des éléments des forces armées maliennes. Ces attaques contre l'armée s'accompagnaient d'assassinats ciblant des personnalités localement respectées qui étaient accusés de connivence avec l'armée par ces hommes armés affiliés aux groupes djihadistes. Ces assassinats, enlèvements et séquestrations contre les notables (peuls et dogons), les commerçants et surtout contre des figures majeurs de la confrérie des chasseurs traditionnels donsow, se sont maintenus à un rythme régulier entre 2015 et 2016. Cette situation était également à l'ordre du jour dans la zone inondée du delta intérieur du fleuve Niger et commençait à engendrer le repli des forces armées vers les certains urbains comme Sévaré, Boni. Avec le repli des forces armées, les autres agents des services publics comme l'école, la santé, l'agriculture ainsi que les agents des ONGs ont tous commencé à évacuer les zones rurales.

Ces assassinats ciblés ont favorisé la création de brigades de vigilance sous la forme de camps situés aux abords des villages. Ces camps devaient protéger les villages contre les attaques provenant des groupes djihadistes et ainsi mettre fin aux assassinats ciblés et aux enlèvement de personnes dans les villages. Dans la zone de Mondoro par exemple, un élu local rapporte les premiers moments de la mise en place des brigades de vigilance en ces termes :

*« À partir de 2016 et début 2017, les djihadistes étaient très mobiles dans les villages dans notre commune. Ils circulaient entre les villages et entraient dans nos marchés et personnes ne s'opposait à leur présence. Mais lors d'un jour de marché à Niangassadiou, ils sont venus à moto aux environs de 17h, ils ont tiré sur un vieux qui étaient assis avec d'autres personnes puis ils sont repartis. Ce vieux était une personne connu du village. En réaction, certains jeunes se sont organisés et voulaient aller en brousse à la recherche des assassins mais le chef de village a dit non. Le chef de village de Niangassadiou, Atem Demba, leur a dit d'attendre et que le jour de la guerre n'est pas encore arrivé et surtout qu'il ne veut que la guerre commence à partir de son village. Les jeunes étaient fâchés et ils ne voulaient pas accepter ce coup mais se sont pliés aux propos du chef de village.*

---

<sup>147</sup> A ce sujet voir également le rapport d'International Crisis Group, *Reversing Central Mali's Descent into Communal Violence*, novembre 2020, p.14 et 15.

*Quelques semaines plus tard, les mêmes hommes armés sont revenus à Douna, situé à 5 km de Niangassadiou. Ils ont enlevé un marabout du nom de Moussa qu'ils ont amené avec eux. Une semaine après l'enlèvement, ils sont revenus avec lui près du village, l'ont abattu et ont laissé le corps à environ un 1 km de Douna. C'est surtout ce dernier épisode qui a déclenché une mobilisation des jeunes de Douna mais aussi des villages voisins contre les djihadistes. Après avoir inhumé le corps, les jeunes ont pris les armes et sont entrés en brousse à la recherche des djihadistes. Dodo-Hodarè, un hameau peuls situé près de Douna a été détruit le même jour. Avec la même rage, ils se sont ensuite dirigés vers un autre hameau du nom de Kaju-Kaju, qui a également été détruit. »<sup>148</sup>*

Ce groupe de jeunes qui s'est mobilisé en réaction aux assassinats ciblés dans leurs villages n'a pas ensuite désarmé après les représailles menées contre les deux hameaux. D'autres jeunes de villages voisins comme Tiguila, Toikana et Banai se sont joints à eux pour former une coalition de cinq villages afin de mettre en place les premières brigades de vigilance. De fait ces villages sont entrés dans la ligne de mire des groupes djihadistes qui les ont partiellement assiégés. Les personnes qui se déplaçaient d'un village à l'autre se faisaient attaquées sur les routes et les jeunes engagés dans le vigilantisme étaient assassinés quand ils se faisaient appréhender par les djihadistes. En réaction ces assassinats et enlèvements, ces cinq villages (Niangassadiou, Douna, Tiguila, Toyi Kana et Banai) ont interdit la fréquentation de leurs marchés à tous les peuls de la région. Ces interdictions ont produit un isolement de ces cinq villages puisqu'en retour les groupes djihadistes augmentèrent les attaques sur les routes en posant de des mines anti-personnelles ou en coupant les routes aux commerçants en retour des foires pour les dépouiller de leur argent et marchandises. Ces points de blocages de route servaient également des points d'appréhension des jeunes vigilants à éliminer.

Ces logiques de mobilisation particulièrement localisées connaissent une évolution avec l'implication des individus ayant un passé de combattants dans d'autres organisations armées comme le Ganda-Koy ou le Ganda-Izo, tous deux des milices d'autodéfense créées pour contrer l'irrédentisme touareg dans le nord du Mali. Ces derniers cueillent les opportunités qui se dévoilent dans cette situation d'insécurité générale et commencent les démarchent devant aboutir à la formation d'un mouvement plus structuré avec des ambitions allant au-delà de la seule protection d'un village donné. Pour ce faire, les assassinats des chasseurs Théodore Somboro et Souleymane Guindo vont servir de substrat à la construction d'un discours de mobilisation des chasseurs et leur organisation en mouvement armé. Après avoir pris une balle qui allait causer sa mort, Théodore

---

<sup>148</sup> Entretien avec un élu de Mondoro, Bamako, novembre 2021.

Somboro a enregistré un message audio adressé aux forces armées maliennes avec lesquelles il collaborait mais le cœur de son dernier message est destiné à ces confrères chasseurs qu'il appelait à la mobilisation pour venger sa mort et faire échouer le complot djihadistes dans lequel la région était en train de basculer. Dans ce message audio, Théodore dit ceci :

*Monsieur le chef d'état-major général. J'ai été attaqué par les djihadistes entre Dondé et Ségué. Les djihadistes ont tiré sur moi. Je suis vraiment touché et je vais mourir, je le sais. Je confie ma famille à vous. L'indemnité que je recevais, 150.000 Franc par mois, vous donnerez ça à mes femmes. À mes frères, occupez-vous de ma famille. Je suis mort pour le pays. Surtout pour les Dogons, les Dafings, les Bobos et les Bambaras, tous les noirs. Mes parents chasseurs, vengez-vous. Rentrez dans les villages peuls, tués tout le monde. C'est eux les complices et c'est eux qui m'ont tué. Je me confie à vous, ma famille est à vous. Je suis mort pour la nation. Je suis mort pour la nation. Mon jeune frère Timothé, je te confie ma famille. Je te confie ma famille.*<sup>149</sup>.

Cet appel du chasseur mourant, Théodore, à la vengeance est souvent évoqué comme le point de départ de la mobilisation des chasseurs traditionnels dans le mouvement armé en pays Dogon. Ceux de mes interlocuteurs que l'élément déclencheur de la mobilisation est l'appel de Théodore, ils voient la mise en place de Dan Nan Ambassagou comme une action collective spontanée qui a trouvé dans ce message une référence mobilisation armée comme une action collective spontanée. Ce serait ainsi en réponse à cet appel de Théodore à se protéger contre une menace qui grandit et qui surtout provient des voisins immédiats des villages dogons devenus complices. Le message de Théodore contient en effet cet appel explicite à la mobilisation en désignant une cible. En laissant ce message audio après avoir reçu une balle et conscient que sa fin est proche, ce chasseur a réussi à passer dans la postérité en endossant le statut de martyr. Sa mort devient à la fois l'une des raisons de la mobilisation et le symbole d'un engagement armé ayant abouti au sacrifice ultime. Le message de Théodore s'adresse explicitement à la confrérie qu'il appelait à s'organiser, à s'armer et à traquer ceux qu'il considère comme les complices des djihadistes, les Peuls de la localité. Lorsque le processus de la mobilisation armée se mettait en place, les chasseurs dans étaient devenus des cibles privilégiées en raison de leurs proximités à l'armée malienne.

L'organisation des dans en mouvement d'autodéfense a visé au départ une approche d'autoprotection des membres de la confrérie afin d'éviter des situations comme celle qu'a connue Théodore et d'autres chasseurs qui étaient proches des forces régulières. Au besoin d'autoprotection des dans s'est rapidement greffé

---

<sup>149</sup> Message audio de Théodore Somboro.

celle des villages d'où la nécessité d'incorporer les jeunes engagés dans les brigades de vigilance. Ce qui laisse entrevoir en une convergence de ces acteurs vers qui s'insèrent dans un marché de la protection dans un contexte de plus en plus insécure. Lorsque ces deux logiques se rencontrent, la protection des villages est mise en avant comme le motif de la mobilisation et de la prise des armes par les différents acteurs. Dans sa première déclaration à la presse, Davide Tembine déclarait que « *Notre mission n'est pas d'entretenir une guerre ethnique, c'est de sécuriser tout le Pays Dogon, où l'État est quasi inexistant dans certaines zones, car, il n'y a ni sous-préfets, ni administration, ni armée. Nous voulons que nos parents continuent avec leurs pratiques ancestrales, en toute liberté, car, ce sont eux, les chasseurs qui sont ciblés par des petites attaques et ils continuent d'être éliminés un à un. Nous voulons mettre fin à cela.* »<sup>150</sup>

S'il s'agit d'apporter une protection aux villages, de mettre la communauté villageoise à l'abri des attaques, des abus, des assassinats et des vols de bétails, cette articulation entre une focalisation sur l'autoprotection des chasseurs et celle des villages le sentiment d'impuissance qui gagnait ces localités. À ses débuts, la mobilisation a pu compter sur des individus issus de milieux divers dont certains vivaient dans les centres urbains comme Bamako et Sévaré. Ces derniers ont su recueillir la demande de sécurisation qui émanait des villages d'une part et d'autre part ont canalisé celle-ci en la transformant en un cadre de rassemblement communautaire autour d'une menace commune dont la portée dépasse les divergences internes aux lignages et aux villages ainsi que leurs terroirs historiques. Ces personnes, à la base de l'idée de la mobilisation armée, se situent entre le centre et la périphérie en ce sens qu'elles mènent une vie citadine tout en entraînant un rapport continue avec les villages d'origine et servent également de relais entre les parents vivant au village et les villes. Elles ont servi d'appui pour les chasseurs dans qui ressentaient la nécessité de mettre en place une organisation armée. Ce sont en partie ces individus issus de différents profils socio-professionnels qui vont porter dans les médias et souvent dans les villages l'idée de la nécessité d'une mobilisation armée de type d'autodéfense. Cette hétérogénéité des profils de mobilisateurs permet aussi de comprendre la division qui se met en place dès le départ entre une branche armée du mouvement qui s'occupe des combats sur le terrain et une branche politique dont le rôle principal est la prise de parole dans l'espace public en faveur du mouvement armé. Si chaque membre mobilise son réseau lignager et amical, ce sont surtout les trajectoires de vie antérieure à la mobilisation qui donnera à chacun un rôle particulier à jouer dans le mouvement. Ainsi deux principaux profils peuvent être distingués à partir de la différence entre ceux qui font « le travail en brousse » et ceux qui parlent dans les médias et

---

<sup>150</sup> Interview de David Tembine sur la création du mouvement Dan Nan Ambassagou, août 2017.

avec les autorités locales et nationales. Ces figures de cette première phase de la mobilisation sont illustratives de la multiplicité de ressources mises à profit afin de construire un regard local qui du voisin construit l'image de l'ennemi.

## **10.2 Vers la création du mouvement d'autodéfense Dan Nan Ambassagou en pays Dogon**

Ce processus de désignation d'un ennemi extérieur s'est accompagné d'un appel à la formation d'une défense communautaire qui ne pouvait compter que sur ces ressources propres. Celles-ci comprennent les ressources économiques, humaines et idéologique. Dans les lignes qui suivent, je vais reconstruire les premiers moments de la mise en place du mouvement d'autodéfense Dan Nan Ambassagou. C'est aussi ce processus singulier qui a conduit à l'instauration d'une situation (Debos, 2013 : 23-24) précise, localisable dans le temps et dans l'espace. Cette situation est différente parce qu'elle introduit dans la société des normes particulières et une prise en compte de cette particularité dans les différentes sphères de la vie de la communauté villageoise. Si le passage au mouvement armé s'accompagne de la mise en place d'une situation de guerre en pays Dogon, celle-ci peut être appréhendé comme un moment d'historicité (Bayart, 2019) où les communautés villageoises connaissent un changement majeur dans le mode d'organisation de la vie familiale et lignagère. La guerre est là et elle doit être intégrée dans la vie sociale et politique du village.

Contrairement aux brigades de vigilance, la création du mouvement armé qui se donne comme visée de combattre un ennemi construit et identifié comme représentant une menace sérieuse pour la survie de la communauté, le moment du mouvement Dan Nan Ambassagou place les villageois dogons dans une disposition sociale et mentale spécifique où l'affrontement armé entre le mouvement ainsi créé et l'ennemi est envisagé comme possible à tout moment. La création du mouvement Dan Nan Ambassagou place ainsi les villages dogons, surtout ceux autour des camps vont se former les camps des danas, dans la ligne de mire des groupes djihadistes qui prospèrent dans la région. Cette singularité de la temporalité sociale et politique imposée par le mouvement Dan Nan Ambassagou produit par ailleurs de nouvelles formes de respectabilité sociale dérivant de la capacité d'une personne à inscrire son trajectoire individuel dans la pratique du métier des armes. Il est alors possible de dire que le moment historique des danas favorise l'émergence de la figure du *combattant-milicien* de carrière comme une figure socialement valorisante et politiquement rentable dans l'arène politique locale voire nationale.

## **10.3 Trajectoires de combattants**

Un nombre important des leaders du mouvement d'autodéfense Dan Nan Ambassagou sont porteurs d'expérience du métier des armes en raison de leur

passé de combattants. Ce statut de combattant-milicien peut dériver de carrière dans d'autres mouvements armés, notamment dans le conflit armé des années 1990 au nord du Mali, de participation à des guerres civiles dans la sous-région comme en Côte d'Ivoire par exemple ou encore d'un passé de militaire dans les rangs de l'armée malienne. À travers trois cas de combattants, je vais illustrer mon propos afin de démontrer la centralité de cette figure de combattant-milicien comme constitutif du moment historique dans le pays Dogon à partir de 2017-2018, qui marquent le passage de la logique de brigade de vigilance à celle de mouvement armé d'autodéfense.

### 10.3.1 Youssouf Toloba

Il est chef militaire principal du mouvement depuis sa création en 2016, le passage de ce combattant de carrière par le Ganda-Koy dans les années 1990 puis par le Ganda-Izo à partir de 2012 a été un élément ayant compté dans son devenir chef militaire incontesté du mouvement jusqu'à nos jours. Le Ganda-Koy était un mouvement d'autodéfense de contre-insurrection, composés essentiellement de populations noires (Songhays, Bellas, Peuls, Bamanans...) ce mouvement a été créé avec les faveurs du gouvernement malien de l'époque pour contrer le sécessionnisme des mouvements armés touareg (Hernandez, 2019). Quant au Ganda-Izo, il s'agit d'une remobilisation de l'esprit de l'auto-défense du Ganda-Koy à partir de 2012 par d'anciens miliciens dont certains occupent encore des positions d'officiers au sein des forces armées maliennes.

Par ailleurs, Youssouf Toloba est l'un de ces miliciens des années 1990 n'ayant pas opté pour la réinsertion dans l'armée après la signature des accords de paix et la démobilisation de Ganda-Koy. Après un bref moment d'engagement, entre 2012 et 2014, dans le Ganda-Izo à Douentza où il retrouva ses anciens compagnons d'armes, Ganda-Izo s'affaiblit avec la présence de plus en plus importante de combattants affiliés aux groupes djihadistes comme le Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO). Après avoir pris le contrôle de la localité, le MUJAO proposa aux combattants d'autres moments de le rallier pour ceux qui veulent continuer à se battre tout en offrant la possibilité de racheter des armes de ceux qui voudraient exercer d'autres activités. La proposition de rachat des armes des combattants était une tentative d'éviter des affrontements entre groupes armés afin de maintenir les pressions contre les forces armées maliennes. En refusant la proposition du MUJAO, Toloba était contraint de quitter la localité de Douentza et rejoindre le principal camp de Ganda-Izo à Sévaré. Plus tard, il se positionnera comme un acteur incontournable dans la mise en place de Dan Nan Ambassagou, une organisation armée d'autodéfense dont il assure le commandement depuis 2016. De nombreux combattants avec lesquels j'ai interagit lors des enquêtes de terrain reconnaissent dans son acte de refus une forme « patriotisme ». Cependant

si l'on tient compte de certaines contingences de ces années 2014-2015, notamment le renforcement de la présence des combattants djihadistes dans le centre du Mali avec la mise en place de Katiba locales et le départ des forces armées maliennes des milieux ruraux, il est possible de percevoir la montée de la violence et donc la mise en place d'un « marché de la protection » comme le souligne Quidelleur<sup>151</sup> dans ses travaux. Forgé par de tels contextes de conflits impliquant les civiles, les chefs de guerre locaux comme Toloba peuvent être considérés comme ceux qui ont pu saisir l'opportunité que ce marché offrait d'une part et la demande sociale de sécurité qui émanait des villages d'autre part. Dans cette visée, son refus de rallier le MUJAO à Douentza relève d'un calcul stratégique que d'un patriotisme anachronique.

En outre, si Toloba se réclame de la confrérie des chasseurs traditionnels *donsow*, il s'inscrit en réalité dans une continuité en Afrique de l'Ouest où différentes ces chasseurs se sont de plus en plus affirmés comme des acteurs de premier ordre dans les situations d'instabilité sociale et politique. En milieu rural ou en contexte urbain, depuis les années 1990 ils entretiennent des relations ambiguës avec nombre d'institutions en Afrique de l'Ouest. Ils endossent différentes casquettes selon les opportunités du moment : vigiles, agents de sécurité, supplétifs de l'armée, rébellions ou gardiens de l'environnement. De plus, dans les contextes de guerre impliquant les civiles, les chasseurs se sont présentés comme les défenseurs légitimes et historiques de ces derniers en réclamant une continuité historique avec les confréries de chasseurs mandingues (Basset, 2003 ; Cissé, 1994). Ainsi la confrérie des chasseurs traditionnels et l'autochtonie sont mobilisées en tant que répertoires dans les discours de légitimation du recours à la force armée par ces acteurs non-étatiques qui peuvent ou se situer dans la sphère de la rébellion ou prendre la forme d'une continuité de cette même institution. La jonction entre une dynamique milicienne et la revendication d'une légitimité historique peut alors être considéré comme une pratique ancrée dans ces sociétés ouest-africaines de matrice mandingue et de type paysanne<sup>152</sup>. Si Toloba s'appuie sur la confrérie des *donsow* pour mobiliser les hommes pour le combat, celle-ci s'est largement servi également de ses compétences acquises sur les théâtres de guerres miliciennes et des réseaux qu'il y a construits. Ce sont ces réseaux qui garantiront l'accès aux

---

<sup>151</sup> Quidelleur, T. (2022). Courtiser l'État et traquer les djihadistes : mobilisation, dissidence et politique des chasseurs-miliciens dogons au Mali. *Critique internationale*, 94, 53-75. <https://doi.org/10.3917/crii.094.0056>

<sup>152</sup> Cet aspect nous semble singulier des sociétés de matrice mandingue et de type paysanne parce que les autres formes de mobilisation armée insurrectionnelle (rébellion touareg) ou contre-insurrectionnelle (autodéfense en milieu peul) se réclament rarement de la continuité de la confrérie des chasseurs et de leur légitimité. Cela n'excluant pas l'existence d'organisation masculine autour de la chasse et des « choses des hommes ».

premières kalachnikov aux qui remplaceront peu à peu les fusilles traditionnels. C'est aussi par le biais de la confrérie des donsow que le mouvement s'octroie la légitimité de défendre les communautés villageoises et leurs biens en mettant à profit l'autochtonie comme ressource et en présentant leur activité armée comme héritée d'un passé immémorial.

### 10.3.2 Mamadou Guindo dit Mamadou Orokorin

Au-delà du cas singulier du commandant en chef du mouvement Dan Nana Ambassagou, d'autres combattants de renom ont joui de la même aura de respectabilité basée sur leurs expériences antérieures dans le métier des armes. C'est par exemple le cas de ce combattant connu sous le nom par son nom de guerre Mamadou Orokorin, du nom de son village d'origine. Ce dernier a rejoint les combattants dans en 2017 alors que le mouvement s'est constitué mais toujours en quête de combattants aguerris et capables de mener des opérations d'envergure. Mamadou Orokorin a participé à des opérations avec d'autres combattants de Dan Nan Ambassagou dans le cercle de Koro avant de rencontrer Youssouf Toloba. Ses faits d'arme faisaient déjà écho parmi les combattants et son expérience dans les stratégies de guerre acquises lors de la guerre civile ivoirienne lui a valu le respect et la reconnaissance de ses pairs. De cette guerre civile ivoirienne, il tire une renommée de véritable chef de guerre, invulnérable, stratège et surtout meneur d'hommes. Il est élevé au rang de chef des opérations par Toloba dans tout le cercle de Koro et de ce fait, Mamadou Orokorin entre dans le cercle le restreint des chefs de guerres qui entourent Youssouf Toloba. Dans une interview qu'un ex-porte-parole du mouvement m'a accordée, il rappelait au sujet de Mamadou Orokorin, « *le patriotisme de ces grands combattants, grands chasseurs, dignes fils du pays Dogon, qui ont accepté de mettre leur savoir-faire au service de la communauté en décidant de rejoindre le mouvement.* »<sup>153</sup>

En qualité de chef de guerre, Mamadou Orokorin a conduit avec succès les différentes opérations offensives et défenses. Il s'est illustré à plusieurs reprises lors des affrontements violents contre les combattants des groupes djihadistes dans les villages de la plaine autour de Koro. En raison de ses différents succès et de la renommée qu'il s'est faite, une foule importante s'est opposée à son arrestation lorsque des soldats maliens l'ont arrêté en avril 2019. Contraints par la pression populaire, il a été relâché sans autre procès. En raison des oppositions internes au mouvement Dan Nan Ambassagou, il fut assassiné courant 2020. D'autres combattants de différents profils ayant fait l'expérience de la guerre civile en Côte d'Ivoire combattent encore de nos jours dans les rangs de Dan Nan Ambassagou.

---

<sup>153</sup> Interview avec un membre de la branche politique de Dan Nan Ambassagou, Bamako, Janvier 2021.

Certains de ces combattants ont également combattu en Sierra Leone dans les années 1990 avant de s'impliquer dans la guerre ivoirienne. Ces différents profils de combattants transnationaux mettent en évidence la nécessité d'appréhender ces mouvements d'autodéfense comme résultante d'une situation sociopolitique unique mais dont la structuration s'inspire et s'enrichit des techniques et de l'expérience des milices armées que de la confrérie des chasseurs traditionnels donsow.

### 10.3.3 Domo<sup>154</sup>

Les expériences de guerre décrites jusqu'ici côtoient d'autres expériences du métier des armes notamment celle des militaires à la retraite qui apporte au mouvement naissant un autre type de savoir-faire guerrier. Plusieurs militaires retraités ont participé à l'encadrement des jeunes qui se sont mobilisés au premières heures de la mobilisation. Cela était indispensable étant donné que parmi les jeunes qui ont rejoint le mouvement peu avaient fait un parcours initiatique au sein de la confrérie des chasseurs. De ce fait, ces derniers devaient apprendre à utiliser une kalachnikov et d'autres techniques et comportements à adopter sur le champ de bataille. D'anciens militaires comme Domo apportent leur savoir-faire pour combler cette nécessité de formation.

Né vers la fin des années 1950 dans un village situé à une vingtaine de kilomètres de Koro, Domo grandit auprès d'un père chasseur qui lui enseigne les techniques de chasse et l'usage d'une arme à feu. C'est aussi ce père qui l'initie aux pratiques ésotériques du monde de la chasse : connaissance des animaux sauvages, des plantes et leurs vertus médicinales, des techniques de camouflage, de l'entretien des autels de chasse et des autels familiaux et lignagers... Lorsque l'armée malienne lance un recrutement spécial en février 1975, Domo décide de s'engager dans l'armée. Il était déjà père de trois enfants et pratiquait la chasse de manière autonome. Il est important de préciser, ici, que le métier des armes traverse à la fois la chasse et l'activité militaire. De même, la représentation locale de la pratique de la chasse se démarque de la seule recherche du gibier, de la seule dimension alimentaire de la chasse. La confrérie des chasseurs comme organisation secrète ne peut être confinée dans la seule sphère de la quête du gibier, elle embrasse une myriade de mondes de savoirs à la fois exotériques et ésotériques et de pratiques diverses dont celle de la protection de l'environnement villageois en temps d'incertitudes.

Non scolarisé au moment de l'intégration dans l'armée, Domo recevra une

---

<sup>154</sup> Domo est un pseudonyme que j'ai choisi afin d'anonymiser cet interlocuteur. À la différence des deux premiers dont l'un est la figure principale du mouvement et l'autre est un combattant qui fut assassiné à un moment où certains désaccords se faisaient sentir entre lui et le leader du mouvement Toloba. Encore en activité et n'étant pas un personnage public comme les deux précédents, j'ai décidé d'anonymiser cet interlocuteur tel qu'établi aux premières heures de notre rencontre.

instruction minimale qui lui donne les habilités de savoir lire, écrire et recevoir les instructions des supérieurs hiérarchiques. À la fin de sa formation militaire à Kati, il est déployé dans le nord du Mali où Domo reste en poste du début des années 1980 jusqu'au début de la rébellion armée une dizaine d'années. Au moment de la mise en place des milices Ganda-Koy, avec d'autres collègues de son unité, il participe à la formation des jeunes qui s'engagent dans le maniement des armes comme instructeurs militaires. Domo est ensuite mobilisé comme membre du contingent malien pour l'intervention ouest-africaine pour en Sierra Leone. En l'an 2000, Domo prend sa retraite et s'installe avec sa famille dans un quartier de Bamako. Cependant, cette fin de carrière militaire signifiera pour lui un retour à la pratique de la chasse. Il intègre un groupe de chasseurs traditionnels dans la périphérie de Bamako et part à la recherche du gibier avec ces derniers lors des battues. Le temps de la retraite lui donne également la possibilité de reprendre sa participation comme Donso Karamogo (maître chasseur) au sein de cette confrérie locale. L'installation à Bamako n'étant pas synonyme de rupture avec le village, Domo s'y rend souvent pour prendre part aux grandes cérémonies lignagères comme les mariages, les décès... Lorsque Dan Nan Ambassagou se met en place, Domo est vite approché par certains membres du mouvement de son village afin qu'il apporte son savoir-faire guerrier à l'organisation nouvellement créée. C'est ainsi qu'il rejoint le mouvement en accompagnant les jeunes hommes qui s'engagent dans l'usage de la Kalachnikov. Il est également consulté par les responsables du camp d'autodéfense de son village, l'un des plus importants en pays Dogon dans le temps du mouvement d'autodéfense, pour les stratégies de combat, l'aide à la préparation mystique et dans de rares cas la participation à des opérations spéciales contre des positions ennemis. Homme d'un certain âge, Domo continue à résider à Bamako avec son épouse, ses enfants et petits-enfants. En plus de cette vie paisible, il se rend de temps en temps au village s'il est sollicité par ceux qui « font le travail en brousse ».

Le capital guerrier qui s'incarne dans la figure du combattant-milicien est caractéristique du moment historique dans le pays Dogon. Ce moment particulier qui plonge les villages dans un nouvel ordre des choses. Les principes et les valeurs sociaux de cette situation de guerre diffèrent de ceux qui régissent les relations sociales en temps de paix. Ce qui explique en partie la respectabilité que les villageois accordent à la figure du combattant-milicien qui se présente comme celui qui en brousse protège le village contre l'incursion des djihadistes. Dans une telle configuration, l'expérience dans le métier des armes devient mobilisable et surtout socialement monnayable. Ainsi chasseurs, miliciens de carrière et militaires à la retraite gagnent en popularité parmi les combattants et aux yeux des jeunes nouvellement engagés en particulier tandis que des récits de leurs faits d'arme sont relatés dans le village. Entre carrière individuelle

dans le métier des armes et la participation à une organisation armée de type communautaire qui entend agir pour défendre les villages, certains militaires à la retraite, originaires du pays Dogon, à l'image de Domo n'ont pas hésité à reprendre les armes pour accompagner les jeunes combattants en leur enseignant le maniement des kalachnikov, en leur enseignant les bases des techniques et organisationnelle d'un groupe de combattants en situation de combat. Certains de ces anciens militaires que j'ai rencontrés, lors de différents terrains au Mali, participent parfois aux combats aux côtés lors de certaines opérations complexes de Dan Nan Ambassagou.

Comme ressources individuelles acquises avant la mobilisation armée, l'expérience dans le métier des armes est une des conditions d'ascension au sein du mouvement Dan Nan Ambassagou. Une telle ascension s'accompagne, le plus souvent d'une visibilité locale dans la zone de conflit mais aussi dans les groupes WhatsApp qui connectent les combattants aux réseaux diasporiques dogons à travers le monde. La convergence de personnes ayant antérieurement fait un parcours dans des mondes armés et l'apparition progressive d'un marché de la protection né de l'insécurisation des milieux ruraux ont été parmi les facteurs qui ont favorisé le passage d'une logique de brigades de vigilance villageoise à la constitution d'une véritable organisation armée qui se donne comme objet de combattre, c'est-à-dire s'organiser pour contrer les attaques ciblant les villages en pays Dogon mais aussi monter des campagnes armées en vue de détruire les bases de l'ennemi. Par ailleurs, je considère que c'est cette situation de guerre s'accompagne d'un mode d'imagination de la sociale radicalement différente du temps des brigades de vigilance.

Cette imagination sociale qui émerge accorde par exemple une place centrale à l'acquisition des armes, notamment des kalachnikovs, dans la planification de la vie lignagère et villageoise. Dans les villages de la plaine dans le cercle de Koro par exemple, la différenciation sociale entre les villages commençait à se mesurer à l'aune du nombre de kalachnikov que ce village a pu acheter pour ses combattants. Dans la même période, la présence ou non d'une kalachnikov dans une famille ou dans un lignage est devenue un des éléments de distinction et de prestige social de ce lignage au sein du village. Parallèlement à l'apparition de cette figure de combattant-milicien ancrée dans la pratique du métier des armes, d'autres figures se construisent dans une sorte de hors-champs mais indispensable à la visibilité médiatique du mouvement et surtout à sa respectabilité nationale et internationale. Ces autres figures qui revendiquent appartenir au mouvement d'autodéfense et donc du métier des armes sans pour autant être de ceux qui combattent sur le « terrain » incarnent l'autre composante de Dan Nan Ambassagou. Depuis ses premières heures, les fondateurs du mouvement ont compris la nécessité de disposer de voix dans l'espace public capables de justifier socialement et politiquement l'activité armée pertinente. Ces personnes qui performant un

discours de légitimation capable qui tend à rendre la violence armée acceptable voire dispensable aux yeux des populations non-combattantes. Considérées comme relevant de la branche politique du mouvement, ces personnes sont pour la plupart issues du milieu de la militance politique, des mondes du tourisme et du développement où elles ont accumulé un prestige social, une reconnaissance au sein des communautés villageoises mais aussi dans les milieux urbain où ils habitent le plus souvent.

La définition que Debos donne du métier des armes est fort utile dans cette perspective. Elle « (...) désigne par métier des armes l'activité exercée par ceux qui vivent des armes et qui ont appris et développé des savoirs et savoir-faire ainsi que des registres de justification spécifique qui ont trait à la guerre et aux modes violents de l'accumulation » (Debos, 2013 : 27). Cette définition est fort utile parce qu'elle permet de situer cette catégorie de personne qui performant des registres de justification. Pour ce faire, elles se basent sur des savoirs et des savoir-faire qui ne relèvent pas nécessairement du métier des armes mais qui deviennent indispensables en temps de guerre. Ces personnes créent un narratif belliqueux qui tend à générer l'adhésion des non-combattants à partir de représentations de l'action armée définie comme une action collective et légitime dont l'objectif n'est pas d'agresser mais de *défendre* et de *protéger* la communauté villageoise ou ethnique des abus et violences provenant d'autres groupes armés, notamment djihadistes. S'ils ne combattent pas sur le terrain, ces personnes drainent les opinions publiques à travers des sorties médiatiques, d'organisation de marches de soutien envers le mouvement Dan Nan Ambassagou.

Par ailleurs, les activités belliqueuses non-armées menées par ces personnes permettent également de leur donner une visibilité médiatique, une certaine popularité pouvant servir sur le champ politique local voire national. En les labellisant de courtiers, Quidelleur (2022) revient sur cette capacité de mobilisation d'expériences, de compétences considérées comme faisant partie du métier des armes par des personnes qui ne participent pas aux combats sur le front. En continuant dans cette perspective ouverte par Quidelleur, les lignes suivantes reviennent sur certains profils de personnes évoluant qui font de l'expérience d'avant le mouvement armé dans une ressource précieuse afin d'y trouver une place privilégiée à l'intérieur du mouvement pour ensuite monnayer politiquement cette position sur la scène politique locale et nationale.

#### 10.3.4 Amagara<sup>155</sup>

Amagara est aujourd'hui l'une de ces figures qui prennent la parole dans l'espace publique au nom des combattants du mouvement Dan Nan Ambassagou dans la

---

<sup>155</sup> Pseudonyme donné à des fins d'anonymisation.

région de Bandiagara. Arrivé à la tête de la branche armée de cette localité après que des désaccords internes ont causé la démission de l'ancien coordinateur régional, Amagara est connu de toute la localité et depuis plusieurs années. Après avoir obtenu son diplôme d'études fondamentales (DEF) dans cette même localité il décide de s'expatrier en Côte d'Ivoire durant les années 1990. Il part tenter sa chance comme migrant puis retourne à Bamako vers la fin de la même décennie. Amagara y ouvre un petit commerce avant de se lancer dans le militantisme politique en début des années 2000. Il commence ses activités de partisan au sein de l'Union pour la Démocratie et le Développement (UDD) et lors des élections communales de 1997, il obtient le poste de conseiller communal à Dourou, une commune située à 25 km de Bandiagara et qui comme nombreuses autres communes faisaient leur première expérience de décentralisation politique. Il est de nouveau élu conseiller communal lors des élections communales suivantes en 2002.

Ayant peu d'occupation au niveau des locaux de la commune, Amagara pratique le métier de convoyeur pour une compagnie de transports de passagers entre Bandiagara et Bamako. Ce qui constitue d'une part une occasion d'étendre son réseau de connaissance tout en préparant les élections communales de 2007 où il se présente en tête de liste avec le même parti. Il est alors élu maire de la commune rurale de Dourou. Après l'expérience migratoire, c'est ce militantisme politique qui lui ouvre les portes d'une certaine respectabilité sociale. Durant son mandat de maire, il se présente à l'examen du baccalauréat malien qu'il obtient comme candidat libre (CL) et s'inscrit à la faculté de droit privé où il complète ses études et obtient une maîtrise de droit. Ces années sont marquées par ailleurs par une présence continue à Bamako.<sup>156</sup> Son hôte à Bamako est un médecin dogon d'une certaine renommée mais aussi un parent du futur chef de Dan Nan Ambassagou, Youssouf Toloba. De nouvelles élections étaient prévues en 2012 mais la crise politique et la guerre au nord du pays ont conduit à leur report et à l'extension du mandat des maires de quelques années.

Amagara restera donc en poste jusqu'en 2016, date à laquelle de nouvelles élections communales sont organisées et son parti perd. Si les chemins de Amagara et celui de Youssouf Toloba se sont croisés, ce serait d'abord par l'intermédiaire de l'hôte du premier, le médecin. Puis lorsque que le mouvement Dan Nan Ambassagou se met en place en 2016, la création de la branche politique du mouvement d'autodéfense donne à Amagara une opportunité de rester au centre des dynamiques politiques locales. Disposant d'un profil adéquat, de la confiance nécessaire du commandant en chef du mouvement et d'une reconnaissance sociale et politique de son savoir-

---

<sup>156</sup> De nombreux élus locaux dans les circonscriptions villageoises vivent à Bamako avec leurs familles. Ils se rendent dans les localités de leur élection lors des rencontres et événements auxquels leur présence est indispensable. Cela n'est pas un trait caractéristique à Amagara.

faire discursif et organisationnel, il intègre le bureau politique du mouvement et devient coordinateur régional lorsque des conflits internes éclatent entre le commandant de la branche armée et le coordinateur politique du mouvement dans la région de Bandiagara. Certains de mes interlocuteurs qui connaissent de près Amagara insistent sur le fait cette ascension au sein du mouvement Dan Nan Ambassagou ne peut être dissociée de la mise en place, en 2018, du camp de Yawa, village situé à moins de 2 km de Dourou et qui devient rapidement l'un des camps de rassemblement des combattants les plus importants en pays Dogon entre 2018 et 2020.

Engagé auprès des combattants depuis lors, Amagara se rend régulièrement sur les lieux des attaques pour « faire le constat des dégâts matériels et humains » après le passage des djihadistes. D'aucuns disent qu'il dispose depuis lors d'une kalachnikov également mais qu'il n'a probablement jamais utilisé. Plus qu'un outil de guerre, l'arme sert à Amagara d'instrument d'interaction sociale et d'identification parmi les combattant, « *je sais me servir d'une arme, je ne suis pas comme un homme qui ne sait pas se défendre en cas de danger comme vous autres de la ville* »<sup>157</sup>, me confiera-t-il lors d'un entretien à Bandiagara en 2021. Fort de sa popularité et confiant du soutien des dans, Amagara se présentera aux élections législatives de 2020 pour entrer dans le parlement avec l'ASMA (Alliance pour la Solidarité au Mali), un autre parti politique fondé par celui qui occupait le poste de premier ministre au moment des élections.

Ce changement de parti est lié aux contingences de l'époque puisque son ancien parti, l'UDD (Union pour la Démocratie et le Développement) avait connu des changements internes et celui qui dirigeait ce parti au moment des élections est un élu d'origine peul et dont les prises de positions publiques étaient considérées comme hostile aux Dogons et à Dan Nan Ambassagou en particulier qu'il accusait de pratiquer des massacres contre les Peuls du pays Dogon. Aujourd'hui Amagara continue à occuper son poste de coordinateur régional du mouvement Dan Nan Ambassagou auquel s'est ajouté celui de porte-parole du mouvement à l'échelle nationale. Cette dernière responsabilité constitue l'une des plus prestigieuses de la branche politique du mouvement puisqu'elle permet à celui qui l'occupe d'avoir une visibilité nationale et d'accumuler un autre type de capital social et politique particulièrement utile au moment des combats, durant les phases des processus de paix et surtout dans la période de post-conflit.

### 10.3.5 Ogobara

A l'opposé de Amagara, un ancien autre porte-parole du mouvement Dan Nan Ambassagou a cependant réussi ce passage vers le parlement national lors des

---

<sup>157</sup> Entretien, Amagara à Bandiagara, avril 2021.

élections législatives de 2020. **Ogobara**<sup>158</sup> a occupé le poste de porte-parole du mouvement durant entre 2019 et 2020, période à laquelle le mouvement Dan Nan Ambassagou avait conquis une grande visibilité médiatique en raison et d'emprise local parmi les populations rurales en pays Dogon. Cette visibilité médiatique liée aux accusations de massacres de populations civiles par les combattants dans dans les régions où ils opèrent, notamment le massacre de Ogossagou en mars 2019, où plus de 160 personnes ont été tuées. À la suite de cette situation, le porte-parole Ogobara était sollicité par différents médias locaux et nationaux afin qu'il donne sa version des faits lors des débats, des interviews ou des réunions avec les autorités politiques à Bamako où il réside. C'est durant cette période qu'il réussit à se construire une image publique de défenseur des combattants dans d'une part par la même occasion des villages Dogons que les combattants disent protéger. Avant d'occuper ce rôle de porte-parole au sein du mouvement, Ogobara s'est révélé être un politique assez médiocre dans son parcours antérieur à la période de conflit dans le centre du Mali.

Arrivé à Bamako pour y faire ses études universitaires après avoir obtenu son baccalauréat au Lycée Hamadoun Dicko de Sévaré, il mène une vie estudiantine normal et s'intéresse peu à peu au militantisme politique. Il adhère à l'URD (Union pour la République et la Démocratie), comme militant avant d'intégrer la liste des candidats pour la mairie de Kalaban Coro, il quartier situé à la périphérie sud-ouest de Bamako. Peu connu et ne disposant pas de ressources économiques importantes pour mobiliser les masses, il ne gagnera aucune place au sein du conseil communal en cette année-là. L'engagement dans le mouvement d'autodéfense à partir de 2016 est pour Ogobara une opportunité idéale pour une ascension sociale. Le rôle de porte-parole du mouvement constituera dans ce sens l'instrument idéal à partir duquel il élargie son réseau personnel en s'agréant à différentes personnalités du monde politique à Bamako et au-delà. En s'appuyant sur son passé de militant, les contacts nouvellement établis à Bamako et en faisant valoir son statut de figure majeure de la lutte des *Dana* dans le pays Dogon, il profite de la situation d'insécurité dans le centre du Mali pour se présenter aux élections législatives de 2020.

Dans ces circonstances, Ogobara bénéficie de larges soutiens des villageois qui voyaient les autres candidats comme des personnes qui ne sont pas venus au secours des villages malgré leurs positions politiques ou administratives dans les structures étatiques. Ce discours de non-contribution à la guerre devient alors l'un des principaux arguments de campagne pour Ogobara et d'autres compagnons politiques avec lesquels il crée un groupement politique, le Mali qui bouge. Ce regroupement se détache des partis politiques traditionnels et adopte un discours anti-élite qui met avant la proximité des candidats aux combattants dans d'une

---

<sup>158</sup> Pseudonyme adopté à des fins d'anonymisation.

part et d'autre part leur proximité aux villageois ainsi que leur compréhension particulière des conditions de vie précaires en milieu rural. Ogobara et ces compagnons politico-miliciens mobilisent ainsi un registre politique qui fonde sa légitimité sur l'autochtonie, la proximité avec les combattants qui sont alors présentés comme les protecteurs des villages et l'ensemble identitaire et politique du pays Dogon.

Partis chasser sur le terrain politique des partis traditionnels, Ogobara et ses compagnons réussissent à s'imposer comme des candidats valables et crédibles en mettant avant leur identité de combattants mais aussi de personnes n'appartenant pas au milieu de ces partis traditionnels. Ils ont été, par ailleurs, ceux qui avaient un accès exclusif à certaines localités contrôlés par les combattants dans. Dans les discours de campagne, en plus de la stigmatisation des élites politiques traditionnels qui seraient sensibles à la souffrance des villageois et qui n'arrivent au village que lors des campagnes, Ogobara construit également un discours ethniciste qui fait de celui qui ne vote pas son parti aux élections le complice de l'ennemi ou l'enfant illégitime dont l'appartenance à l'entité ethnique dogon doit être mise en question.

Dans une vidéo enregistrée lors des campagnes électorales de 2020, Ogobara stigmatise les autres candidats mais surtout met en avant un discours qui lie vote et appartenance à l'identité ethnique en disant ceci : « *Quand le pays Dogon était en difficulté, quel candidat l'a secouru ? Quand les candidats viendront demandez-leur s'ils n'ont pas honte de se présenter ici. Mais comme c'est la politique, écoutons-les. Mais le jour du vote, si la personne n'est pas peul, si sa mère n'a pas trompé son père et coucher avec un homme peul pour le concevoir, s'il est un vrai dogon s'il ne peut pas prendre les armes pour combattre, si c'est vrai que les chasseurs sont vos défenseurs, votez la liste que voici (il montre à l'audience une fiche portant l'image d'un épervier et autour duquel on lit : **LE MALI QUI BOUGE, même s'il faut notre sang, nous ferons le Mali**). »<sup>159</sup> De la mise en cause de l'identité ethnique de ceux qui ne voteraient pas son parti, le discours vire vers la menace et voter contre son parti rend coupable de trahison voire de complicité avec l'ennemi. Il continue, dans la même vidéo : « *Cet épervier n'est pas un épervier qui prend les poussins, mais un épervier qui prend les peuls. Tout dogon qui se comporterait en peuls en votant une autre liste, l'épervier, l'épervier le saisira comme proie. Nous le piquerons. (...) Votez l'épervier, si vous votez l'épervier vous êtes des dogons, vous aimez votre communauté, si vous votez autre chose vous êtes peuls et les chasseurs savent ce qu'ils doivent faire des peuls, que Dieu vous en préserve. »**

---

<sup>159</sup> J'ai pu disposer d'une copie de cette vidéo dans les plateformes WhatsApp à l'époque des élections en 2020. La vidéo est encore repérable (à la date du 14.06.2022) sur certaines pages Facebook dont celle-ci : <https://fb.watch/dElCkQZKgK/>

Cette mise en cause de l'identité ethnique mérite un commentaire supplémentaire. Le narratif de l'autochtonie et le discours identitaire propre au registre de la justification de la violence armée que Ogobara est habitué à utiliser dans son rôle de porte-parole d'un mouvement armé devient ici discours politique, propos de campagne et de mobilisation de la masse électorale. Le vote quant à lui devient l'autre versant de l'usage des kalachnikovs et enfin l'adversaire politique est transformé en ennemi, près qu'ontologique. Dans la foule venue l'écouter à l'occasion, il y a les villageois mais aussi les combattants dans qui lui servent d'escorte lors de ses déplacements entre les différents villages. Le rassemblement politique « Le Mali qui bouge » sort victorieux de ces élections législatives dans la circonscription de Koro. Ogobara et un autre compagnon entrepreneur politico-milicien (président d'une association de soutien aux combattants dans en pays Dogon avec son siège à Bamako) accèdent à l'Assemblée nationale du Mali en 2020 comme parlementaires.

Ces élections législatives seront ensuite mises en cause par différents groupements de partis politiques qui accusaient le parti du président de la République, le Rassemblement pour le Mali (RPM), d'avoir commis de fraudes électorales. Les contestations de ces résultats sont, entre autres, les causes qui conduisent au coup d'État militaire en août 2020 contre le président. Cet événement interrompt également les mandats des députés issus des élections législatives de quelques mois plutôt puisque les militaires ont décidé de la dissolution et du gouvernement et de l'Assemblée nationale. Cependant en fin politique, Ogobara réussit à naviguer mieux qu'autres dans cette sphère où se côtoient les hauts dignitaires de l'État malien. Le premier gouvernement du régime transitoire nomme un colonel au poste du ministère de la réconciliation nationale qui choisira Ogobara comme son chef de cabinet, poste qu'il occupera plusieurs mois après la dissolution du parlement. Ainsi des marges, Ogobara a réussi à se hisser dans les hautes instances de l'État malien prouvant ainsi qu'avec les armes et même sans tirer une seule balle, le capital guerrier peut devenir une modalité d'ascension sociale et politique.

Cependant ce que sa trajectoire de mobilité nous laisse comprendre est précisément qu'il est un entrepreneur de violence au sens où Jacques Semelin (2003) entend ce terme. Il s'est construit une visibilité en portant la voix du mouvement armé, en produisant un discours attractif et disculpant au moment où le mouvement subissait ses pires accusations de massacres et de violences inhumaines contre certaines populations en pays Dogon. Il semble alors évident que la raison de son recrutement au sein de ce département ministériel est son emprise supposée sur les combattants dans et son employeur voyait dans cette nomination une manière d'avoir un contrôle sur le mouvement Dan Nan Ambassagou.

Quelques mois après son arrivée à ce poste de haut dignitaire, il entreprit, pour le compte de son ministre, une démarche de « sensibilisation » contre le danger

de dislocation sociale et politique des communautés dogons et du Mali entier si les groupes armés, y compris, les Danas ne s'inscrivaient pas dans la logique de la démobilisation et de la réconciliation nationale. Du porte-parole du mouvement d'auto-défense, il est passé député puis chef de cabinet de l'un des ministères les plus importants du gouvernement de la transition au Mali. Il est ainsi devenu le chantre de la paix. En janvier 2021, certaines de ses déclarations dans les médias locaux conduisent à une rupture des liens entre lui et Youssouf Toloba, le commandant en chef du mouvement. En reprenant à son compte le discours de la réconciliation, du désarmement, il a été « *est accusé d'avoir vendu la cause de la milice* <sup>160</sup> » écrit un journal local au sujet de cette rupture.

#### **10.4 Un groupe d'autodéfense dans le Pignari-Bana, Bandiagara**

*« Si Dan Nan Ambassagou est une milice, il faudrait alors affirmer qu'elle n'est plus constituée de donso initiés. Pour tout initié, la défense de la terre de ses ancêtres est un devoir impérieux auquel nul ne saurait se soustraire. Ceux qui luttent contre des envahisseurs sans foi ni loi en protégeant les populations innocentes ne devraient pas être taxés de milice ! »*

Fodé Moussa Sidibé, *Sahel-Tribune*, janvier 2021

Dans la commune de Pignari-Bana menacée d'attaque sur les villages dogons s'est faite de plus en plus pressante en 2018, de nombreux villages se sont mis en ordre de guerre. En partie encouragés et soutenus par Youssouf Toloba, le fondateur et commandant en chef de Dan Nan Ambassagou, ces villages ont créé des groupes d'autodéfense en s'appuyant sur ces modèles historiques de mobilisation de la jeunesse pour la défense de la communauté villageoise. La confrérie des chasseurs traditionnels donsow a servi de cadre formelle à la mobilisation sans pour autant que tout combattant d'autodéfense soit lié à la confrérie des donsow par un serment et d'une démarche initiatique. En juillet 2018, alors que j'entamais mes premières enquêtes de terrain sur les questions foncières en pays Dogon, une large partie des villages situés dans la plaine du Seeno en pays Dogon était devenu le terrain d'affrontement entre les premiers groupes d'autodéfense Dan Ambassagou et les hommes armés affiliés à Ansarul islam et la Katiba Macina. Dans la commune de Pignari, à cette période, les rumeurs laissaient entendre que les villages dogons s'organisaient en vue de demander au hameau peul qui s'y trouvait de déguerpir. Certains villageois voyaient dans cet acte de déguerpissement la source d'une

---

<sup>160</sup> Voir le lien suivant pour l'article en question : <https://malijet.co/politique/premiere-prise-de-contact-entre-le-colonel-major-ismael-wague-et-youssouf-toloba-mardi-9-mars-dernier-une-rencontre-pour-dissiper-le-malentendu>

représailles djihadiste sur ces villages dogons alors que d'autres évoquaient le risque que le hameau devienne une base arrière aux attaques contre les mêmes villages. Réunis en assemblée de terroir villageois, les chefs de village de la localité et ont décidé, en début du deuxième trimestre de l'année 2018, du départ des bergers peuls qui s'étaient établis là depuis compaient dans la localité depuis plusieurs décennies.



Figure 28: Site du hameau déguerpi © Ibrahima Poudiougou

Youssef Toloba, chef de Dan Nan Ambassagou, s'était déplacé deux fois dans cette localité en 2018 afin d'aller les villages du danger qui court vers eux en les sommant d'envisager la mobilisation des jeunes et la mise en place d'un groupe d'autodéfense local. À défaut d'une telle mobilisation, il a demandé à chaque village de la localité de désigner des jeunes hommes aptes à participer aux combats et de les mettre à la disposition d'un camp dans une zone proche. Ces appels sont restés sans réponse puisque *« pour nous c'était une guerre entre les Peuls et les Dogons du Seeno ou pour les gens de Mondoro et Douentza. C'était très loin de chez nous et depuis le début des affrontements, nos villages n'avaient pas connu d'attaques ou de vols de bétails »*, me confiait un combattant rencontré dans un camp de groupe d'autodéfense dans la commune de Pignari-Bana en avril 2021. Les chefs de villages auxquels l'appel de création d'un groupe d'autodéfense local était adressé n'ont pas donné corps à de telles initiatives.

Ils ont perçu une telle demande comme une exposition de leur localité à la violence djihadiste, considérant que constituer un groupe d'auto-défense était synonyme d'être cible d'attaques, d'incendie de récoltes et de vols massifs de bétails. Cette

distance des chefs de village vis-à-vis de l'engagement des jeunes de leurs villages dans la mobilisation armée était motivée par la conviction que plusieurs siècles de bon voisinage constituaient un gage de confiance mutuelle et de solidarité, d'une part. D'autre part, mobiliser les jeunes signifiait vendre l'essentiel des troupeaux lignagers pour investir dans les moyens nécessaires à l'opérationnalisation d'un combattant, à l'acquisition des moyens de combat : un 36, une moto et des moyens de protection magico-religieux. La désignation d'un jeune pour rejoindre les rangs de Dan Nan Ambassagou et la mise à sa disposition de l'ensemble des moyens nécessaires représentaient un investissement économique non-négligeable pour les lignages. Ces derniers avaient par ailleurs, un contre-discours à celui de la mobilisation armée qui mettait en avant les longues et bonnes relations de voisinages qui ont caractérisé les rapports sociopolitiques dans le Pignari-Bana. Ils mettaient en avant en particulier, la période allant de la fin du 19<sup>ème</sup> siècle et durant tout le 20<sup>ème</sup> siècle, ces villages ont entretenu avec les communautés peuls avoisinantes de solides relations qui se sont manifestées par l'installation de hameaux de bergers, le confiage (Zanoletti, 2020) de troupeaux et l'enseignement coranique. Sékou Salah Karambé, originaire de cette région, fut figure maraboutique centrale dans l'histoire locale. Ces enseignements qui étaient donnés à des milliers de talibés (disciples) peuls et dogons ainsi que sa dévotion ont été un trait d'union entre les différentes communautés vivant dans ce terroir.

Les différentes formes de relations sociopolitiques et économiques évoquées ont permis de maintenir une paix relative dans la commune durant les premières années de la crise. Ces relations ont justifié une certaine distance des aînés sociaux à l'enrôlement des jeunes et la mise en place d'un camp de dana. Cependant courant l'année 2018 et début 2019, certains jeunes fascinés par l'engagement armé ont commencé à fréquenter des camps dana situés dans d'autres localités du plateau voire de la plaine où les combats faisaient rage. Ils se sont ainsi enrôlés de manière volontaire dans le mouvement armé, acquis les armes et l'expérience du combat en participant aux affrontements directs.

Lorsque certains de ces jeunes revenaient passer quelques jours au village dans la commune Pignari-Bana, ils relataient à leurs amis d'âge et aux plus jeunes les récits des combats, les portraits de chefs de guerre, la vie quotidienne, austère, dans les camps dans qui célèbrent les faits d'arme mais aussi la souffrance de frères d'arme tombés lors des affrontements. Ces récits évoquaient également du retour à une certaine vie animiste faite d'amulettes, de fétiches, de bière de mil et d'initiation aux connaissances mystico-magiques ancestrales dont certains combattants sont dépositaires et qui rend ces derniers invulnérables aux métaux et capables d'invisibilité.

Ces tableaux épiques d'une vie de combattant dana qui s'articule autour d'un répertoire historique populaire qui combine des registres performatifs collectifs

et individuels. Ce répertoire se compose entre autres des récits évoquant le refus d'une nouvelle forme de soumission des Dogons, le sacrifice ultime pour la défense du *bo-guinri* (la patrie) et de son héritage matériel et immatériel, le refus de l'expropriation des populations rurales des ressources foncières, le charisme et l'aura du combattant *dana* sauveur du groupe et gardien de l'identité villageoise voire ethnique ou encore le courage et la détermination à se battre malgré les conditions de vie austère d'existence qu'exige une vie dans le camp. Ces imaginaires exercent une influence considérable sur la motivation des amis du même groupe d'âge et les plus jeunes à embrasser la cause des armes et à découvrir ce monde presque chevaleresque qui se trouverait à la pointe de la kalachnikov. Ces récits donnent à l'engagement armé des jeunes une dimension presque héroïque qui rompt avec la vie monotone du village et son cycle agricole.

Lors de la première attaque dans la localité en septembre 2019,<sup>161</sup>, ces jeunes qui ont rejoint de leur propre initiative la lutte armée se sont illustrés par un acharnement particulier dans le combat qui, cette fois, concernait leur propre village. Cette attaque avait ciblé des paysans qui travaillaient dans leurs champs de mil à environ 3 km du village. Surpris par des hommes armés arrivés à moto, quatre d'entre eux furent tués avant que l'alerte n'arrive dans le village. Cette attaque a été pour les villages de la commune de Pignari-Bana le signal que la menace avait désormais atteint leur zone. Une nouvelle assemblée du terroir a réuni l'ensemble des chefs de village de la localité, le maire et autres personnalités influentes pour décider de la mise en place d'un groupe d'autodéfense chargé de veiller sur la sécurité locale. La mobilisation armée s'est appuyée en premier lieu sur l'expérience de ceux qui avaient déjà combattu dans d'autres localités, qui avaient une certaine maîtrise des armes de guerre, des circuits d'approvisionnement en munitions et des modes d'organisation d'un camp *dana*.

Le site décidé par l'assemblée pour accueillir le nouveau camp *dana* de la localité est une crête située à environ 2 km de la route nationale N°15, c'est aussi sur ce même site que les Dogons s'étaient rassemblés en 1893 pour contrer la prise de Bandiagara par les troupes coloniales (Holder, 2001 : 405). En plus d'être chargé de symbole, ce site donne une visibilité sur l'ensemble de la région de jour comme de nuit. Après avoir exécuté les rituels de la *pégu*, qui permet de protéger le site et ses occupants, l'un des jeunes qui s'est illustré dans la réaction à l'attaque contre les paysans a été chargé de prendre la tête du groupe d'autodéfense. Avec les autres

---

<sup>161</sup> À la veille de cette attaque (10.11.2019), je suis arrivé à Sévaré après deux mois de recherche dans la plaine du Seeno et à Bandiagara. J'envisageais d'entamer deux semaines de recherche ethnographique dans les villages de la commune, comme phase finale d'un terrain de quatre mois qui a duré de juin à septembre 2019. Mais j'ai fini par interpréter cette nouvelle comme le signal annonçant la fin de cette phase de terrain. J'ai décidé le même jour de la fin des enquêtes et rejoins mes parents à Bamako, le lendemain.

jeunes ayant fait l'expérience de la guerre dans d'autres localités, ils étaient chargés de recevoir les jeunes mobilisés, d'organiser la vie des combattants dans le camp et d'assurer la protection des villages environnants.

#### 10.4.1 Les lignages, structures de base de la mobilisation armée ?

Pour la formation de ce groupe d'autodéfense local, les lignages ont été mis à contribution. Une fois la menace identifiée par les chefs de villages, ces derniers ont appelé les jeunes à la mise en place du groupe d'autodéfense. Ce faisant, ils ont mis à disposition leur soutien à la disposition des jeunes du village qui s'engagent dans la mobilisation armée. Ainsi il a été convenu que chaque gina mobilise un jeune homme en âge et en capacité de se battre. Une telle mobilisation mettait ainsi ces gina au cœur du dispositif de défense villageois mais surtout impliquait de manière directe chaque famille dans la lutte armée. Les familles installées en dehors du pays Dogon (Mopti, Bamako, Abidjan) ont également été impliquées ou via la mobilisation d'un combattant ou en apportant une contribution financière dans l'achat des armes et munitions. En réaction certaines de ces familles ont proposé des contributions économiques en numéraire ou en nature (carburant, nourriture ou en armes et munitions). D'autres gina ont cependant désigné un membre de la famille à rejoindre le groupe d'autodéfense. C'est le cas de certaines familles installées à Bamako et de combattants que j'ai rencontrés près de Bandiagara dans le camp dana ici décrit. Certains de ces jeunes hommes faisaient par cet engagement leur première expérience d'armes à feu tandis que d'autres avaient acquis une expérience de l'usage des armes dans d'autres mouvements armés comme le Ganda-Izo ou en côte d'Ivoire. Les contributions économiques sont utilisées pour l'approvisionnement des combattants en produits de première nécessité dont le riz, l'huile, le sucre ou du carburant pour la mobilité des combattants. Ces approvisionnements s'ajoutent à l'apport des villageois dans la collecte de céréales et achats de produits nécessaires. En plus de l'enrôlement d'un membre de la famille comme combattant, les gina dans les villages ont mis à la disposition de ce dernier le matériel nécessaire pour la guerre.

Le matériel de guerre considéré comme basique pour un combattant nouvellement mobilisé se compose, de préférence :

- D'une kalachnikov que les combattants nomment, *le 36* en référence au nombre de balles qu'une arme permet de tirer par chargeur. À défaut de ce type d'arme automatique et semi-automatique, certains combattants recourent à d'autres types d'armes capables de tirer plusieurs coups et les plus modestes intègrent le groupe d'autodéfense avec des fusils de chasse de fabrication industrielle ou artisanale ne pouvant tirer qu'une seule balle et de faible précision. Dans ce cas, le combattant garde l'idée d'acquiescer chemin faisant une kalachnikov ou

d'autres types d'armes automatiques soit en le récupérant sur le champ de bataille comme butin de guerre ou en se le procurant via le soutien des parents ou en échanges d'autres butin de guerre, le bétail pris lors des assauts en particulier. Les prix de ces armes sont variables et dépendent également du canal d'acquisition. Certains combattants nous confient d'avoir acquis leurs armes à 600.000 Francs CFA tandis que d'autres affirment avoir payé plus, 750.000 Francs FCA (environs 1.000 à 1.100 Euros).

- D'une *moto* de fabrication chinoise Haojue 150 ou Sanili 150, neuve de préférence. Ces engins sont prisés en raison de leur efficacité à parcourir différents type de terrains, y compris les zones rocheuses du plateau et les terres sablonneuses du Seeno et de résister à la boue en saison des pluies. Très présent dans la zone avant le conflit, ces engins à deux roues sont les moyens de déplacement des populations sahéenne rurales par excellence (Kernen et Khan Mohamed, 2014). En milieu rural, disposer d'une moto relève aussi d'un certain prestige social. Le basculement dans la violence armée dans le centre du Mali et l'investissement du milieu rural par les hommes armés s'est fait, en partie, à l'aide de ces motos qui offrent une capacité de mobilité adaptée aux saisons et aux différents terrains. Les prix de ces motos varient de 450.000 à 500.000 Francs CFA (690 et 750 Euros).
- D'un ensemble d'objets de *protection mystique* considérés comme garantissant aux combattants une invulnérabilité aux balles de l'ennemi voire de l'indivisibilité dans certaines circonstances. Cet ensemble est appelé *komo-guérun* (objets de la guerre), *anran-guérun* (objets masculin) ou encore *bara-guérun* (objets de brousse). Toutes ces trois appellations peuvent être considérées comme synonymes et renvoient à la nécessité pour tout combattant de disposer de ressources mystiques lui garantissant protection et invulnérabilité sur le champ de bataille. La présence de ces objets de protection mystique a été observés par différents chercheurs dans les contextes de conflits armés en Afrique et leur signification se rapportent le plus souvent aux cadres symboliques et rituels des sociétés au sein desquelles émergent ces conflits (Ellis, 2000). Dans le cas présent, une partie de ces objets sont pourvus par les membres aînés de sa *gina* (lineage) d'une part et par d'autres personnes dépositaires de connaissances ésotériques permettant de préparer de tels objets. Ces objets peuvent être des amulettes que le combattant porte au corps, des décoction de plante médicinale, des *anga-tengu* ou *kilissi*<sup>162</sup> (incantations, formules magiques), des versets du Coran ou des pratiques rituelles répétitives à réaliser sous forme d'offrande à

---

<sup>162</sup> Ce terme bamanan correspond au « anga-tengu » en dogon est souvent utilisé par les combattants pour faire référence aux différences formules utilisées dans les dispositifs de protection du combattant.

des autels avant le départ au combat et au retour. L'accès à ces objets mystiques et formules magiques peuvent également nécessiter le paiement d'une somme d'argent pouvant atteindre 300.000 Francs (400 Euros), selon l'efficacité attribuée à l'objet et la réputation de son fabriquant.

- Le *sèwè arko* (chemise de papier) connu en bamanankan comme *sikidloki* occupe une place de choix parmi les différents objets de protection dans la préparation magique des combattants. Connus pour ses vertus ses qualités de protection à la fois individuelle et collective sur le champs de bataille, le *sèwè arko* est une sorte de petit boubou en cotonnade auquel sont cousus des amulettes et d'autres objets contenant des formules magiques. Ce boubou dont les dimensions sont réduites au moment du port est réputé s'allonger lors des combats jusqu'à couvrir tout le corps de celui qui le porte jusqu'aux jambes. S'il protège celui le porte en premier lieu, le rayon de couverture protectif du *sèwè arko* peut s'étendre sur cent combattants lors des combats farouches à condition que ceux qui le portent reste derrière le porteur.

Pour mes interlocuteurs, le *sèwè arko* est avant tout un *anra-guèrun* (objet masculin, objet de guerre) qui requiert de son porteur du *anra-kaju* (l'audace et le courage devant l'adversité). Tout combattant voudrait en disposer au moment de l'adhésion au groupe d'autodéfense même si mes interlocuteurs considèrent que les *sèwè arko* sont rares et que ceux qui en possèdent sont des *dana-kungnè* (les chasseurs mûris, chasseurs émérites). Ces derniers sont vus comme ceux qui ont atteint un degré élevé de courage et de bravoure et de ce fait sont dépositaires de connaissances ésotériques exceptionnelles, y compris le don d'ubiquité et disparition lorsqu'ils affrontent les circonstances de combats les plus difficiles.

L'usage de ce type de protection par des guerriers est historique dans la majeure partie des sociétés maliennes. Dans son ouvrage *L'État de Ségou et ses chefferies aux XVIII et XIXème*, Moussa Sow donne l'usage fait du *sikidloki* en ces termes : « *petits boubous en cotonnade (« renforcés » par des prières aux vertus salvifiques) qui, couvrant la poitrine au départ, s'allongeraient au fil du bataille jusqu'à recouvrir les jambes. (...) En règle générale, seulement trois guerriers les portaient : l'un se portait à la tête du bataillon, un autre se tenait en arrière et le troisième au milieu de la mêlée.* » (Sow, 2021 : 218).

Ce matériel de guerre brièvement décrit ici démontre que le coup économique de la mobilisation armée n'est pas négligeable surtout en milieu rural. Les groupes d'autodéfense ne disposent pas d'une capacité de finance propre permettant d'assurer à chaque combattant le minimum nécessaire pour combattre (une arme, une moto et quelques objets de protections mystiques). Ce sont ainsi les familles voire les gina qui se mettent à l'œuvre pour rendre leur fils opérationnel. Dans

différentes localités du pays Dogon, la mobilisation armée a signifié pour les familles des combattants dans de consentir à des efforts économiques de taille allant de la vente d'une ou plusieurs têtes de vaches afin de financer la préparation matérielle des combattants.

Dans la commune de Pignari-Banna, mes interlocuteurs ont plusieurs fois rappelé que lors des rencontres avec le commandant en chef de Dan Nan Ambassagou, il a été question de vendre le bétail pour préparer la guerre :

*Toloba nous a dit de vendre nos vaches pour acheter des armes. Parce que si nous ne sommes pas armés, les djihadistes nous attaqueront, nous tueront et emporteront tous nos biens. Nous savons aussi que c'est qu'ils ont fait aux autres dans le Seeno. Beaucoup ne voulaient pas le faire au début mais personne ne veut que son fils soit le moins préparé et l'exposer au danger en ayant des têtes de vaches. On peut racheter des vaches après la guerre mais pas un fils mort au combat.*<sup>163</sup>

Cependant il convient de rappeler que l'absence de ces matériels de guerre n'est pas une barrière à l'entrée au groupe d'autodéfense villageois. En pays Dogon, ces groupes d'autodéfense se caractérisent avant tout par une logique de solidarité consistant à mettre en commun l'ensemble des ressources de guerre disponibles dans un camp dana. Ainsi pour un combattant issu de famille de conditions modestes, il est accueilli au même titre que ceux qui peuvent se faire équiper par leurs familles ou gina. Il peut disposer des motos et des armes de guerre des autres en cas de nécessité. À cela s'ajoute la primauté de ce combattant dans le partage des armes reprises à l'ennemi lors des affrontements : « Dans mon cas, je suis arrivé ici les mains vides et sans avoir jamais tiré sur un pigeon de toute ma vie. Je n'avais que les vêtements que je portais ce jour-là. Aujourd'hui j'ai une kalachnikov, une moto et trois chargeurs », me confie un combattant dana qui tient, avec d'autres, un check-point sur la route nationale N°15 qui lie Sévaré à Bandiagara.

Quant au leadership au sein du groupe d'autodéfense, il peut être opérationnel dans la conduite des combattants lors d'affrontements où seuls ceux qui ont fait montre de leur *anra-kaju* dans d'autres circonstances restent au-devant des hommes et décident des comportements à adopter et des stratégies avec le chef de guerre dirigeant le camp. Ils ont la réputation d'avoir des connaissances mystiques en plus de leur audace, intelligence, compétence, bravoure en matière de guerre. Ce sont ces connaissances qui les distinguent des autres combattants. Certains combattants qui ont ce type de leadership sont issus des lignages chargés du culte des autels de guerre et de protection villageoise et qui avaient recouvert également

---

<sup>163</sup> Entretien, près de Bandiagara avril 2021.

la charge de préparation des jeunes hommes aux techniques de combat et à les conduire à la guerre, comme décrit plus haut dans ce chapitre.

Ce leadership opérationnel peut se combiner avec la fonction du *ogono* (chef de camp) qui est axé sur l'organisationnel et le commandement des hommes. S'il est rare de trouver un chef dana dépourvu de ces qualités de combattant exceptionnel, il est de tout de même commun de trouver au sein d'un groupe d'autodéfense plusieurs combattants disposition de ces qualités. Ce sont eux qui élaborent avec le chef les plans d'attaques et les stratégies de défense mais surtout dirigent et protègent les autres combattants lors des opérations. À ces facteurs s'ajoute également l'expérience dans le métier des armes. Celle-ci peut être de différentes natures mais dans le cas que je décris ici, ceux qui occupent des positions de commandement dans le groupe sont des membres initiés de la confrérie des chasseurs traditionnels *donsow* qui pratiquaient la chasse dans les années antérieures au conflit, des personnes ayant combattu comme rebelles dans la guerre civile ivoirienne voire des personnes qui, à partir de 2016-2017, ont rejoint les premières formations *danas* pour acquérir une expérience dans l'usage des armes de guerre et les modes de planification des attaques et des représailles.

## 10.5 Vers un « combattantisme<sup>164</sup> » paysan en pays Dogon

Les conditions matérielles décrites dans les lignes précédentes démontrent que l'apport des structures lignagères est déterminant dans l'engagement dans un groupe armé en pays Dogon. Elles soulignent par ailleurs la centralité de la solidarité des pairs combattants qui mettent en commun tous les moyens de combats à la fois par pragmatisme et réalisme du terrain que par l'idéologie égalitariste qu'ils héritent des confréries des chasseurs traditionnels *donsow*. Lorsque le groupe d'autodéfense est constitué vient le temps de la répartition des activités de surveillance et de guerre. Ces deux activités sont assurées simultanément par les jeunes engagés. Ces derniers sont divisés en deux groupes : le premier est chargé de la surveillance d'un village donné et l'autre s'occupe de la défense de l'ensemble des villages de la zone à partir du camp.

Le premier groupe se compose d'un nombre réduit de combattants, tous issus du même village, qui surveillent les différentes routes qui mènent à leur village. En cas de menace sur le village, ils sont les premiers à riposter et à donner l'information au camp afin de solliciter l'aide. Ce sont souvent les plus jeunes et donc moins expérimentés qui sont affectés à ces rôles au début de leur engagement à cette

---

<sup>164</sup> J'emprunte ce concept à Elisabeth Claverie, anthropologue travaillant sur les conflits armés en RDC mais aussi au sein des instances de juridiction internationale. Voir son article : Elisabeth Claverie, « Vivre dans le « combattantisme » », *Terrain* [En ligne], 65 | septembre 2015, mis en ligne le 15 septembre 2015, consulté le 13 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/terrain/15850> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/terrain.15850>

activité armée. Ils peuvent être accompagnés d'un combattant aguerri qui leur sert de référence en cas de nécessité. Le second groupe est formé de combattants qui se dédient à l'activité guerrière proprement dite. Ces derniers partent du village pour rejoindre le camp où ils passeront désormais l'essentiel de leur temps à attendre et à combattre, de temps à autre. Réagissant la plupart du temps aux attaques, ces combattants vivent nuit et jour aux camps en surveillant les mouvements des groupes armés ennemis dans la localité. Ils peuvent de temps à autre faire de courtes visites au village mais n'y passent pas la nuit durant toute la période de leur affectation. De ce fait en absence d'attaque ou de départ en soutien à un autre groupe d'autodéfense en difficulté, les combattants attendent.

Sous la supervision du ogono (chef de guerre), ces combattants organisent la vie quotidienne autour de certaines activités quotidiennes comme le contrôle des autocars de transport de voyageurs et autres véhicules dans les check-point sur les routes (la RN°15 mais aussi les routes intérieures qui lient les villages), la cuisine, l'écoute des chants panégyriques qui relatent les gestes des grandes figures donsow<sup>165</sup> autour du thé et l'approvisionnement en eau. Ces temps d'attente peuvent être scandés par des missions de renfort à d'autres groupes d'autodéfense se trouvant en difficultés, des moments brusques de départ vers un village proche pour repousser une attaque sur un camp pour sur un village donné. Ces missions de soutien permettent de raffermir les liens entre les combattants dans et entre les groupes locaux d'une part mais aussi de renforcer la cohésion au sein de l'ensemble des groupes d'autodéfense qui composent le Mouvement d'autodéfense Dan Nan Ambassagou, principale organisation armée en pays Dogon dirigée par Youssouf Toloba. À ces missions s'ajoute, en outre, les activités de contrôle routier de la route nationale n°15 qui lie Sévaré à Bandiagara. À tour de rôle, un petit nombre de combattants est chargé de contrôler les mouvements sur cette route à partir de différents check-points.

À l'approche du check-point, les conducteurs de véhicules personnels ralentissent, moteur en marche, pour saluer les combattants et de temps à autre leur faire de « petits gestes » en signe de reconnaissance. Ces petits gestes peuvent être des dons en argent, en sac de riz ou d'huile végétal, eau potable, cartes de recharges téléphoniques ou paquets de cigarettes, etc. Quant aux véhicules de transports en commun, ils peuvent faire objet de contrôle lorsque des rumeurs d'attaque contre un camp dana ou un village est diffus. Il est rare que les combattants demandent à vérifier les pièces d'identité des passagers sauf s'ils suspectent un passager en particulier. De même durant les longues journées auprès d'eux, je n'ai observé de

---

<sup>165</sup> Pour l'importance et la centralité des chants panégyriques pour les donsow, voir Cissé Youssouf. « Notes sur les sociétés de chasseurs malinké ». In : *Journal de la Société des Africanistes*, 1964, tome 34, fascicule 2. pp. 175-226

moments où ils exigent le paiement d'une quelconque taxe de passage comme condition de passage et d'usage de la route.

De ce fait, ces groupes d'autodéfense semblent ne pas s'inscrire dans une logique des *roadblock politics* tel que proposé par Peer Schouten dans un récent livre qu'il a consacré à l'étude des mouvements armés en Afrique centrale (Schouten, 2022). Si les combattants attendent des chauffeurs et autres praticiens de la route du « *thé songon* », littéralement le prix du thé, ces derniers peuvent également passer sans rien proposer. « *Nous n'obligeons pas les gens à nous donner de l'argent ou autre chose. Mais celui qui de son propre initiative veut nous donner quelque chose, on accepte. Certains comprennent que nous sommes ici pour leur garantir la possibilité d'aller et de revenir. Ce que nous demandons aux gens, c'est le respect. Si tu es en voiture et tu arrives à notre niveau, tu freines un peu et tu nous salues et nous aussi on te salue alors tu continues ton chemin. Ça c'est aussi notre éducation, notre culture. Celui qui ne veut pas faire ça, on le suspecte parce que même le commandant de cercle de Bandiagara ou le gouverneur quand ils passent ici, ils nous saluent.* »<sup>166</sup>

En cas de suspicion, les combattants peuvent procéder à des contrôles d'identité des passagers. Cela advient particulièrement lorsqu'il y a une alerte concernant une attaque imminente ou lorsqu'un check-point précédent signale un véhicule particulier et ses occupants. Les différents « *thé songon* » que les combattants peuvent recueillir en une journée ne représentent pas cependant une manne économique en soi. Au « *thé songon* » en cash, d'autres usagers de la route préfèrent offrir aux combattants de l'eau, un sac de 50 kg de riz, du thé vert et du sucre entre autres. Ces gestes fonctionnent sur une base d'une certaine forme de « dons » qui symbolisent la reconnaissance de l'utilité de la présence des combattants le long des routes ainsi que leur engagement pour rendre les mobilités sûres<sup>167</sup> sur ces routes qu'ils contrôlent. Ainsi le « *thé songon* » fonctionne avant tout sur la base du volontariat et celui qui s'y dérobe ne fait pas systématiquement objet de sanction, même si le fait de pratiquer la route sans jamais rien offrir peut accroître le niveau de suspicion des combattants. Enfin certains combattants considèrent que leur attitude sur les routes doit se démarquer des comportements de prédation connus de la gendarmerie nationale, chargée de contrôler les mouvements sur les routes nationales en temps normal. Ces derniers sont décriés par les populations, rurales surtout, en raison de l'obligation de paiement de 1.000 à 2.000 Francs CFA (1,5 à 3 Euros) qu'ils imposent aux passagers dépourvus de documents d'identité se trouvant dans les autocars.

---

<sup>166</sup> Entretien à un check-point dana, région de Bandiagara, avril 2021.

<sup>167</sup> Cette notion de sûreté doit être ici comprise comme à géométrie variable puisque la présence de ces combattants sur les routes peut aussi être vécues comme une source d'insécurité d'autres personnes.

## 10.6 L'engagement armé et le travail agricole : le champ et le camp

La situation de conflit armé en cours ne semble pas avoir créé pour les combattants une nouvelle forme d'entrée économique qui les rendrait autonome vis-à-vis de l'économie agricole du village. De plus comme ailleurs, l'engagement dans le groupe d'autodéfense n'a un caractère exclusif en pays Dogon. Les combattants peuvent être impliqués dans la vie communautaire du village selon différents degrés et sur la base de la situation générale de sécurité dans leurs localités. Dans leur vie de combattant de tous les jours dans le camps, les Danas sont équipés de kalachnikovs mais aussi de mortiers *dugu wuli* (démantèle-village), armes collectives fabriquées par des forgerons locaux à partir de matériaux de récupération. Ces mortiers sont chargés avec de la poudre à canon, des poudres de piment, du tabac (*siramugu*) et des morceaux de fer qui servent de projectiles. La mise à feu se fait à distance à l'aide d'une batterie.



Figure 29: Dugu-wuli et vue du camp dana. © Ibrahima Poudiougou

La portée de ces mortiers dépend de la quantité de poudre à canon et leur létalité est fonction du type de morceaux de fer utilisés et de la force dégagée lors de la mise à feu. Cette arme produite localement a fait son apparition dans le paysage villageois dans la commune de Pignari-Bana, à l'image des autres villages dogons. Si ces mortiers ne sont pas d'usage commun dans les sociétés rurales en pays Dogon, il serait tout aussi hasardeux d'affirmer qu'il s'agit d'une invention récente étant donné que l'usage des mortiers dans les guerres pourrait

remonter aux guerres du début du siècle dernier. Cependant leur apparition dans le paysage villageois est récente et dérive de la situation de conflit que les villages vivent depuis 2016. Ce mortier est une arme collective dont la fonction est celle de procurer aux combattants une capacité de feu capable de freiner la progression de l'ennemi vers le village. À son déclenchement, son bruit sert également d'alerte aux combattants stationnés dans le camp de la nécessité de secourir le village. Les techniques de fabrications de ce type de mortier se sont rapidement rependues dans tout le pays Dogon et, de nos jours, ces mortiers sont visibles à l'entrée de la quasi-totalité des villages mais aussi dans les camps danas.

Le ravitaillement du camp en nourriture et, de temps à autre, en minutions est assuré via les cotisations en nature ou en numéraire que les chefs de villages collectent auprès des chefs de familles. À cela s'ajoutent les distributions alimentaires et souvent de carburant et munitions que Dan Nan Ambassagou organise de temps à autres au profit des camps qui lui sont affiliés<sup>168</sup>. D'autres contributions peuvent provenir également de des parents résidants à Sévaré, Bamako, Abidjan ou ailleurs. Ces derniers sont quotidiennement informés de la situation du village via des plateformes d'informations, les groupes WhatsApp en particulier. Celles-ci jouent un rôle déterminant en garantissant une certaine présence quotidienne de ceux qui sont loin à la vie communautaire. À travers les groupe circulent ainsi les informations relatives aux attaques, enlèvements, décès d'un membre de la famille ou dans le village, naissance... Ces plateformes servent surtout à la diffusion rapide et effective des informations relatives aux combattants : leurs succès, pertes ainsi que leurs besoins auprès de ceux qui vivent ailleurs. Ces derniers peuvent intervenir en envoyant des contributions financières via un numéro de téléphone d'un compte Orange-Money (système de transfert d'argent par téléphone) dédié à cet effet.

En saison des pluies, l'effectif des jeunes affectés au camp et à la surveillance des village se réduit afin de libérer plus bras valides pour les activités agricoles. Durant toute cette saison agricole, les périmètres cultivables sont déterminés par les combattants sur la base de leur capacité à les sécuriser et à secourir les villageois en cas d'attaque. De ce fait le conflit armé a occasionné une réduction drastique de l'espace agricole et contraint les paysans à se retourner vers les terres avoisinant le village, les *laras* ou champs de proximité. Si ces champs produisent un rendement non-négligeables leurs tailles sont réduites et ne peuvent assurer aux paysans une récolte couvrant une année. Par peur d'attaques, d'enlèvement

---

<sup>168</sup> Dans certains cas, les camps peuvent également bénéficier des dons alimentaires destinés aux villages de la zone sous forme d'aide humanitaire. Provenant souvent des donateurs nationaux au profit de leurs villages ou de leur confédération villageoise, ceux chargés de la distribution peuvent compter les danas parmi les ayant droit à l'aide.

et ou d'incendie des récoltes, les champs situés au de 2 à 3 km du village ont été abandonnés. Les populations des villages comme Makou, Kema, Kori-Kori, Tougoume ou Kori-Maoundé ne cultivent plus les champs lointains depuis l'assassinat de certains paysans dans leurs champs en novembre 2019. Ces champs non cultivés sont cependant les plus importants en termes d'étendus de terres cultivables et rendement en céréales. Ces champs sont situés dans les deux rives du Yamé,<sup>169</sup> cours d'eau qui permet aux populations de faire des cultures maraichères en saison sèche alors que l'essentiel des cultures en saison des pluies est consacré à la production céréalières dont les principaux produits sont le petit mil, le sorgho, le riz et le haricot.



Figure 30: combattants Danas au camp. © Ibrahima Poudiougou 2021

La non-exploitation de ces espaces se traduit, par ailleurs, par une réduction considérable des activités agricoles et des récoltes. Si d'une part cette situation réduit le besoin de force nécessaire à la production agricole, elle engendre un manque dans les récoltes difficile à colmater exposant ainsi ces populations au risque de famine, de déplacements vers les centres urbains, d'exposition au *dogo* (l'humiliation, honte, la perte de la face). Dans le Pignari-Bana, dans de nombreuses familles qui disposent de plus d'hommes en âge de travailler et de combattre ont au moins un membre de la famille engagé dans l'activité guerrière

---

<sup>169</sup> Le Yamé est un bras du fleuve Niger qui s'écoule dans le cercle de Bandiagara (pays Dogon) et se jette dans le fleuve Niger dans la ville de Mopti.

tandis que les autres s'occupent des champs, du commerce ou autres activités permettant de générer quelques ressources supplémentaires pour les besoins de la famille ou du gina. Les jeunes célibataires qui ne sont pas engagés dans les combats, entreprennent des migrations saisonnières vers les centres urbains ou vers les sites d'orpaillage dans le sud ou à l'ouest du Mali. Les gains économiques servant à la fois à soutenir les dépenses de leurs familles, y compris ceux qui sont engagés dans les groupes d'autodéfense. Cette nouvelle situation contraint les familles à se réorganiser et à adopter une stratégie d'usage rationnelle des forces de travail disponible. Le frère aîné d'un combattant<sup>170</sup> de Pignari-Bana exposait cette réarticulation du travail au camp et de l'entretien du camp en ces termes :

*Orphelins de père, moi et mon jeune frère, nous nous sommes répartis entre la participation au groupe d'autodéfense et les activités agricoles, en 2019 lorsque notre village a eu son camp. Moi je m'occupe des travaux agricoles alors que mon jeune frère s'est engagé dans le groupe. Nous essayons de participer à la mobilisation pour pourvoir aux besoins de notre mère, épouses et nos enfants. En saison pluvieuse, je m'occupe des travaux agricoles puis après les récoltes, je vais à Sévaré où je travaille comme jardinier afin de gagner un peu d'argent à la fois pour la famille restée au village et aussi pour apporter une contribution économique à mon jeune frère de temps en temps.*

*Mon frère a intégré le groupe d'autodéfense avec un vieux fusil de chasse avec lequel chassait notre père. Puis lors d'une bataille, il a pu prendre un 36 comme butin de guerre. Son anra-kaju (l'audace et le courage dans l'adversité) lui a valu la confiance du ogono du camp dont il devient l'une deux personnes les plus proches. Il était très lié à ogono et ils faisaient presque tout ensemble. En juin 2020, alors que la saison hivernale s'approche, mon frère a été tué par la foudre alors qu'il se trouve au milieu d'autres combattants dans le camp. C'était une chose inattendue et il a été la seule victime de cette catastrophe. Vu les circonstances de la mort, il a été enterré au pied de la crête où se trouve le camp. Même s'il était le seul de notre famille à être dans le groupe d'autodéfense. Moi, je n'ai pas repris sa place dans le camps. Je continue à travailler pour la prise en charge de la famille. Pour les circonstances de la mort, je peux me rendre au camp quand je veux pour rester avec les combattants ou pour me recueillir sur la tombe de mon jeune frère. (Salif, Sévaré, mai, 2021)*

---

<sup>170</sup> J'ai appris la mort brutale de ce combattant lors de mon terrain de mars à mai 2021. Il avait été emporté par la foudre alors qu'il partageait un *thé* avec ses compagnons d'arme. En raison de ce contexte particulier de sa disparition, le chef du camp entretenait une relation particulière avec son frère aîné, Salif. Celui-ci pouvant accéder au camp à tout moment à la fois pour se recueillir sur la tombe de son frère mais aussi pour partager un moment de convivialité avec les combattants, ces derniers étant majoritairement des jeunes de son groupe d'âge.

L'activité armée, le travail agricole et la migration saisonnière s'articulent ainsi pour dessiner le trajectoire des jeunes villageois de cette commune. Le combattantisme qu'ils pratiquent, à l'image de nombreux autres jeunes hommes en pays Dogon, n'est pas une activité exclusive et la répartition des tâches au sein d'un groupe d'autodéfense permet le plus souvent la participation aux activités au sein du village, sauf en des moments de grandes tensions marquées par une récurrence des attaques contre différents villages de la localité. Dans ce cas les combattants concentrent l'essentiel de leurs activités au camp et aux champs de bataille. En ces périodes d'intenses activités guerrières, ils sont coupés des activités villageoises y compris en cas de décès dans leurs familles. En ces moments de récurrence des combats, les corps des combattants morts sur les champs de batailles sont préparés et enterrés auprès du camp. La même règle s'est appliquée dans le cas du frère de Salif, fauché par la foudre. Les retours des dépouilles mortelles au village sont rares et n'adviennent que ceux qui sont fauchés en dehors des périodes marquées par des combats de hautes intensités. En cas de pertes de combattants, le chef du camp se déplace ou envoie des émissaires pour informer la famille du défunt de la nouvelle et des mesures prises pour l'enterrement.

Ces va-et-vient continus entre une vie de simple villageois et une vie de combattant, entre une certaine capacité à mobiliser des ressources indispensables à l'activité guerrière (à travers les razzias de bétail) et la dépendance aux structures lignagères du village et les différents réseaux de parentèle et amicaux permettent de mettre en évidence l'encrage social, politique, historique et territorial de ce type de groupe d'autodéfense dont la mise en place est décidée en chœur avec les chefs de village et les chefs de lignages sur la base de la nécessité de s'organiser pour faire face à toute menace contre le village. En raison de cette co-construction du groupe d'autodéfense par les combattants et les aînés sociaux, ces groupes très localisés semblent avoir des rapports moins conflictuels avec les villages qu'ils entendent protéger. En cela, ils diffèrent des premières formes que la mobilisation armée a prises entre 2017 et 2019 en pays Dogon.

## **10.7 Vers un nationalisme paysan en pays Dogon ?**

L'autochtonie, le passé traumatique servent ainsi de fertilisants à une idéologie combattante qui fusionne la défense de l'identité ethnique dogon à celle des frontières nationales du Mali. Certains symboles de l'État comme le drapeau, l'école, la liberté de culte voire la forme républicaine et laïque de l'État sont considérés comme des valeurs cardinales de la lutte armée et idéaux que tout combattant doit préserver contre le djihadiste et son idéologie qui mettrait en danger à la fois la cohésion des communautés villageoises dogons et celle de la nation malienne. Cette fusion de l'identité ethnique avec le patriotisme et le nationalisme démontre les différents niveaux d'action qui s'imbriquent dans

l'imaginaire du combattant d'autodéfense en pays Dogon. Les check-points, les camps, l'accoutrement de chasseur traditionnel donsow, les déclarations publiques, tous convergent à faire de la défense de la cause identitaire comme celle de la cause nationale. Cette part idéologique de l'engagement armé se renforce par les frustrations et le ressentiment que beaucoup de jeunes ruraux ont nourris vis-à-vis des structures politiques internes aux villages et aux lignages.

Ainsi d'une part, les difficultés pour les jeunes de s'émanciper partiellement ou totalement de l'emprise des « vieux » sur les modes de productions familiaux à travers leur mains mises sur les modes de dévolution des terres agricoles et contrôle des troupeaux familiaux ou lignagers et d'autre part, le verrouillage de l'arène politique locale par les élites scolarisées, résidents en dehors des terroirs villageois qui, à l'aide des réseaux clientélistes urbains, s'attribuent qu'à leurs enfants des postes politiques et administratives à la faveur de la démocratisation et de la décentralisation. Cette élite est également stigmatisée par certains discours des combattants comme ayant profité des années d'or du tourisme en construisant des hôtels et agences de voyages afin de pouvoir se faire « *une place dans la capitale et nous laisser dans notre pauvreté, dans notre misère. Ils ont oublié d'où ils viennent, ils refusent aujourd'hui de nous aider à défendre le Bo-ginri* <sup>171</sup> ». Ainsi l'échelle villageoise, que j'ai tenté de décrire en particulier dans ce texte, n'est intelligible qu'en lien avec une perspective plus large si l'on veut mieux cerner les contours des mutations sociales dont ces mouvements d'autodéfense introduisent dans le centre du Mali.

Une telle considération, en plus d'historiciser la mobilisation armée, est aussi utile élargir les réflexions sur les mouvements d'autodéfense en leur capacité de poser différemment du chercheur la question de l'autochtonie, l'appartenance ethnique, du patriotisme et du nationalisme. En d'autres termes, les mouvements d'autodéfense villageois, dans ces contextes de conflit armé voire de guerre civile, récupèrent un ensemble d'éléments çà et là dans la mémoire collective afin de se représenter un passé imaginé comme porteurs de valeurs morales desquelles les « vieux » se seraient dérobés en apportant pas « automatiquement » leur soutien à l'action armée, qui dans le temps présent, est définis comme la cause ethnique et nationale. Loin d'être un fait isolé, la dilution de l'autochtonie et l'appartenance ethnique dans le patriotisme et le nationalisme en par les jeunes ruraux mobilisés dans la lutte armée a été observé par Richards et Chauveau « *la référence à l'idéologie d'autochtonie résonne avec la référence nationaliste et patriotique, mais aussi avec la restauration de l'économie morale que les anciens sont accusés d'avoir trahi.* » (Richards, Chauveau, 2008 : 13).

---

<sup>171</sup> Entretien avec un combattant dana, Koro, juillet 2019

